

auparavant. On a calculé que cette légère réduction — à 13/16^e de 1,8 p. 100 que les banques exigent entre elles — pourrait représenter pour le Mexique la somme de 300 millions de dollars par année, ou encore, 6 milliards sur les 20 ans de la période de remboursement.

On ne saurait évaluer la portée des chiffres bruts de ces arrangements sans tenir compte des renseignements financiers suivants :

- un crédit de relais d'environ 1,5 milliard de dollars a été ouvert par les banques centrales et certaines grandes banques commerciales, en attendant l'issue des négociations sur les arrangements;
- le FMI, qui a accepté de prêter 1,6 milliard de dollars au cours de la période de 18 mois de l'accord, a garanti également au Mexique la somme de 600 millions de dollars si le prix du pétrole tombait au-dessous de 9 dollars le baril d'ici la fin de 1987;
- outre le financement de la Banque mondiale, qui s'élève pour la période à 1,9 milliard de dollars, la Banque garantit 250 millions de dollars du Fonds de réserve spécial créé par les banques commerciales relativement à la croissance économique du Mexique, et 500 millions du milliard de dollars que les banques commerciales co-financent avec la Banque mondiale;
- des crédits internationaux à l'exportation, des crédits agricoles et un crédit de 400 millions provenant de la Banque interaméricaine de développement débloquent un autre 2,7 milliards de dollars.

De son côté, le Mexique s'est engagé à prendre notamment les mesures suivantes :

- réduire de 13,5 à 10 p. 100 son déficit budgétaire au cours de la période de 18 mois de l'accord. Dans le calcul du déficit, on ne tient pas compte de l'effet de l'inflation sur les frais de la dette;
- ouvrir davantage son marché intérieur à la concurrence en supprimant les contingentements et les licences, et en réduisant les droits de douanes et les subventions;
- restreindre la masse monétaire pour décourager la fuite des capitaux;
- moderniser son économie en fusionnant ou fermant jusqu'à 500 entreprises d'État;
- limiter la déductibilité des frais d'affaires;
- adhérer au GATT et en respecter les règles;
- encourager les investissements nationaux par divers mécanismes, notamment en créant un instrument d'épargne dont la valeur de rachat en pesos mexicains serait liée à la valeur du dollar américain; et
- rembourser 1 milliard de dollars de prêts bancaires accordés aux sociétés mexicaines et les 3 milliards de dollars avancés par les banques pour faciliter les exportations de pétrole.